

IL EST TEMPS DE CONCEVOIR UN SYSTÈME FINANCIER DURABLE

Même si l'actualité nous prouve le contraire (« Panama Papers »), la finance doit être à même de répondre aux défis sociaux et environnementaux auxquels nous sommes confrontés. Pour cela, il faut lui en donner les moyens.

David Wood propose quatre pistes concrètes pour une finance plus sociale et responsable.

Mobilisons les capitaux privés à des fins publiques ! De fait, comme le suggèrent les récents événements – la COP21 à Paris (changement climatique) ou la Conférence sur le financement du développement d'Addis-Abeba (développement durable) –, les investisseurs ont un immense rôle à jouer dans la résolution des problèmes majeurs de la planète.

Des pratiques d'investissement (qui relève des diverses catégories d'investissement responsable, sociale, durable) prenant en compte les princi-

critique d'un *statu quo*. Cela sous-entend que la finance ne peut répondre seule aux défis sociaux. Que faut-il donc faire pour accélérer le changement souhaité ?

Il faut se demander comment les systèmes générant des possibilités de placement pourraient affecter au mieux leurs ressources aux objectifs sociaux et environnementaux que les investissements sont censés cibler ? Ces dernières

années, l'équipe de l'*Initiative for Responsible Investment* a collaboré notamment avec la *Kresge Foundation*, le NRDC (*Natural Resources Defense Council*) sur un ensemble de projets axés sur l'organisation de la demande d'investissements à des fins publiques, souvent orientés sur l'environnement bâti. L'objectif est d'engager ces deux stratégies pour coordonner les parties prenantes et les ressources disparates de manière à ce que les investissements prennent une autre forme. Il est aussi de trouver des mécanismes pour s'assurer que les objectifs sociaux et environnementaux des investissements soient satisfaits.

Quatre pistes pour faire bouger les choses

Il est quatre enseignements que nous pouvons tirer de ce travail. Premièrement, l'établissement stratégique des priorités est une question de gouvernance. Il faut une légitimité politique et civique pour allouer des ressources rares aux objectifs prioritaires et pour axer les investissements sur les intérêts de la communauté. Avec une gouvernance efficace, les investisseurs sont assurés que les projets verront le jour. Les risques liés à la recherche de rente ou au « blanchiment vert » sont également limités.

Deuxièmement, nous avons besoin de normes définissant l'« investissement à des fins

publiques ». Des progrès significatifs ont été faits concernant la définition des obligations vertes (investissements ciblés dans les régions à faible ou à moyen revenu). Nous disposons également de normes en matière de travail et de Droits de l'homme pour nous aider à repenser les investissements, mais il reste beaucoup à faire pour que ces normes deviennent un cadre reconnu, un mécanisme de coordination qui intègre les ressources des secteurs public, privé et de la société civile.

En troisième lieu, le rôle de spécialistes des investissements, assuré par des institutions de finance de proximité ou des banques vertes, ou encore des institutions de financement du développement, peut avoir un impact crucial sur la motivation des investisseurs.

Enfin, quatrième enseignement, l'organisation de la demande pour certains types d'investissements sociaux implique de repenser le rôle des investisseurs privés dans la résolution des défis mondiaux⁽¹⁾. Les activités de recherche et de développement consacrées à l'organisation de la demande peuvent permettre d'identifier les sortes d'activités concrètes qui peuvent jeter les bases des changements culturels et politiques, vastes et systémiques, potentiellement nécessaires pour relever des défis comme la réalisation des objectifs de développement durable.

Convaincre les investisseurs que la finance peut mieux servir le public n'est pas aisé, mais possible. Cela nécessite d'avoir une vision différente des objectifs et des outils à la disposition des investisseurs.

David Wood, directeur de l'*Initiative pour un Investissement responsable (IRI)* au Centre Hauser pour la société civile à Harvard Kennedy School

¹⁾ Cf. la récente enquête de l'UNEP-FI sur la conception d'un système financier durable.



paux défis sociaux et environnementaux, se développent. L'intégration des critères ESG (Environnement, social et gouvernance) dans la prise de décisions financières, une pratique symboliquement adoptée par un nombre toujours croissant d'investisseurs internationaux, a été présentée comme un moyen d'améliorer les rendements à long terme via un meilleur alignement des capitaux investis sur les intérêts de la société. Et, de plus en plus d'investisseurs cherchent à utiliser intentionnellement les outils financiers pour générer des bénéfices sociaux et environnementaux démesurés.

Derrière l'appel des décideurs à mobiliser les finances à des fins publiques, et l'intégration des critères ESG et de l'impact social par un nombre croissant d'investisseurs, se profile la